

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Envoyé : 20 octobre 2020 9 h 23
À : Roy, Cecely (SPAC/PSPC); fitz-morris, James (SPAC/PSPC)
c. c. : Media; Jean-François Létourneau; Me'Shel Gulliver Bélanger; Elizabeth Lindsay; Bryan Blom
Objet : Pour approbation du CM / Réponse aux médias – Groupe 1 – fournisseurs et contrats d'EPI / The Globe and Mail

Indicateur de suivi : Suivi
État de l'indicateur : Terminé

Cecely et James,

Pour approbation du cabinet de la ministre, SVP.
Nouveaux renseignements.

Merci
Jeremy

Réponse aux médias
The Globe and Mail
Walsh, Marieke (The Globe and Mail)
Date de réception de l'appel : 20 octobre 2020, 19 h 15
Échéance : 20 octobre 2020, 17 h
Groupe 1 – Fournisseurs et contrats d'EPI

CONTEXTE (pour votre information) : La journaliste nous avait contactés en mai, voulant obtenir une liste de tous les contrats liés à la COVID-19 que le gouvernement avait signés et savoir s'ils avaient fait l'objet d'un appel d'offres ou s'ils étaient attribués à un fournisseur unique. Le cabinet du ministre avait répondu le 22 mai.

Elle est revenue avec la même question et nous l'avons invitée à consulter les liens suivants :

[Information sur les contrats liés à la COVID-19](#)
[Fournir de l'équipement dans le cadre de la réponse du Canada à la COVID-19](#)

Elle a maintenant des questions plus précises, notamment sur les contrats à fournisseur unique.

QUESTIONS ET RÉPONSES (pour approbation) :

Q1. Pour le sommaire des achats, il est précisé que le tableau est en date du 16 juillet 2020. Cela signifie-t-il que tous les tableaux qui suivent sont également à jour à cette date? Je ne vois pas de date pour les tableaux individuels.

R1. **Les données figurant dans tous les tableaux sont à jour en date du 16 juillet 2020.**

Q2. Les montants indiqués correspondent-ils aux dépenses effectuées jusqu'à cette date ou à la valeur totale du contrat?

R2. Les montants indiqués représentent la valeur des contrats signés. La valeur totale des contrats n'est pas indiquée dans les cas où le gouvernement a déjà divulgué le nombre d'unités commandées dans le cadre d'un contrat donné. Par exemple, si le gouvernement a précédemment annoncé l'achat de 10 000 blouses à une entreprise, la valeur totale du contrat ne sera pas divulguée, car cela pourrait permettre de déterminer le prix unitaire. Ces valeurs sont désignées par le terme « protégé ». Dans certains cas, la valeur des contrats est combinée pour protéger le secret des affaires.

Le contexte des marchés publics a évolué depuis que ce tableau a été mis en ligne. Nous avons acheté plus de 2 milliards d'articles divers d'équipement de protection individuelle et nous continuerons à recevoir des envois réguliers et continus dans les mois à venir. Nous continuons également à tirer parti des chaînes d'approvisionnement nationales dans la mesure du possible, plus de 40 % de la valeur totale des contrats d'EPI allant à des entreprises nationales.

Conformément à cette nouvelle réalité et à notre engagement en matière de transparence, une mise à jour du tableau en ligne est prévue cet automne.

Q3. Pouvez-vous encore préciser lesquels de ces contrats ont été attribués à un fournisseur unique? Ou, si vous ne pouvez pas le préciser pour chaque contrat, pouvez-vous me dire la valeur totale des contrats à fournisseur unique ainsi que le nombre total de contrats à fournisseur unique?

R3. Au début de la pandémie, le gouvernement du Canada a adopté une approche d'approvisionnement dynamique et proactive pour répondre aux besoins immédiats et futurs. Il a notamment acheté en gros auprès de distributeurs au Canada et à l'étranger pour garantir la disponibilité d'articles clés comme l'équipement de protection individuelle et les ventilateurs, qui étaient fortement en demande dans le monde. Étant donné l'urgence des achats liés à la COVID-19, Services publics et Approvisionnement Canada, à la demande de l'Agence de santé publique du Canada, a invoqué l'exception au titre de la sécurité nationale (ESN), ce qui signifie que de nombreux documents d'appel d'offres n'ont pas été publiés sur Achatsetventes. Cela nous a permis d'agir rapidement pour acheter des biens et des services afin de protéger la santé et la sécurité des Canadiens dans le contexte de cette pandémie.

D'après les données sur les marchés liés à la COVID publiées sur le site Web de SPAC (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/aic-scr/contrats-contracts-eng.html>), au 16 juillet 2020, en tout, 299 contrats ont été attribués de manière non concurrentielle, représentant une valeur totale d'environ 5,93 milliards de dollars.

Depuis la réouverture de l'économie, nous sommes passés à la phase suivante de notre réponse à la COVID-19 et avons repris le processus d'appel d'offres pour toute une série d'articles d'équipement de protection individuelle, de fournitures médicales et de biens comme les masques en tissu, lorsque les circonstances le permettent et que le délai que cela représente est acceptable.

Q4. En outre, pouvez-vous me dire si tous les nouveaux contrats sont attribués dans le cadre d'appels d'offres ouverts?

R4. Services publics et Approvisionnement Canada a repris le processus de passation des marchés par le truchement d'appels d'offres affichés sur [Achatsetventes.gc.ca](https://achatsetventes.gc.ca) pour l'acquisition des biens et services requis en réponse à la COVID-19 et pour répondre aux besoins changeants du Canada.

Les occasions qui se présentent quant aux besoins liés à la COVID-19, ainsi que d'autres besoins, sont affichées sur le site [Achatsetventes.gc.ca](https://achatsetventes.gc.ca).

Les fournisseurs sont encouragés à s'inscrire aux alertes par courriel pour les nouvelles occasions d'affaires concernant leurs produits et services sur le site Achatsetventes.gc.ca.

Réponse fournie à la journaliste par le cabinet du ministre le 22 mai 2020 :

« Au fur et à mesure que les Canadiens retournent au travail et que l'économie redémarre, notre stratégie reste la même : acheter l'EPI de manière proactive dans un marché hautement concurrentiel. Notre approche en matière de passation de marchés, tant au niveau national qu'international, consiste à garantir un approvisionnement régulier en produits pour les travailleurs de la santé de première ligne, à court et à long terme. Au fur et à mesure que la demande augmente, le Canada suit le rythme. »

- L'hon. Anita Anand, ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

Pour être clairs, nous n'avons pas suspendu nos commandes. Jusqu'à présent, pour le mois de mai, nous avons commandé environ 6,5 millions de masques auprès de divers fournisseurs.

En partenariat avec l'Agence de santé publique du Canada, aux côtés des provinces et des territoires, nous continuons à passer des commandes en gros d'EPI et de fournitures médicales en prévision des besoins à court et à long terme. Telle est notre approche depuis le début. Tandis que nous continuons à mettre en place et à renforcer les chaînes d'approvisionnement du Canada pour des articles essentiels comme les masques et les blouses, les livraisons en provenance des fabricants canadiens et étrangers se poursuivent à un rythme constant.

En particulier, au cours des deux derniers mois, nous avons mis en place une approche d'approvisionnement de A à Z pour faire venir des marchandises de fabricants étrangers. Cette approche consiste à naviguer dans l'environnement complexe de la chaîne d'approvisionnement et à veiller à ce que la demande du Canada pour ces produits essentiels soit satisfaite. À ce jour, le Canada a reçu 36 cargaisons aériennes d'EPI et de fournitures médicales. En outre, la fabrication nationale s'est accélérée avec la distribution d'écrans faciaux, de désinfectants pour les mains et de blouses déjà en cours.

- Attribuable au cabinet de la ministre